

## **Loi du 16 juin 2021 portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 28 avril 2021 et celle du Conseil d'État du 14 mai 2021 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

*Avons ordonné et ordonnons :*

### **Art. 1<sup>er</sup>.**

L'article 4 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« (1) Au sens de la présente loi, on entend par attestation de prise en charge l'engagement pris par une personne physique qui possède la nationalité luxembourgeoise et réside au Grand-Duché de Luxembourg ou qui est autorisée à séjourner au Grand-Duché de Luxembourg pour une durée d'au moins un an, à l'égard d'un étranger et de l'État luxembourgeois de prendre en charge les frais de séjour, y compris les frais de santé, et de retour de l'étranger pour une durée déterminée qui ne peut pas dépasser une durée de quatre-vingt-dix jours en cas d'un séjour allant jusqu'à quatre-vingt-dix jours et une durée d'un an en cas d'un séjour supérieur à trois mois. L'engagement peut être renouvelé. » ;

2° Le paragraphe 2 est modifié comme suit :

- a) À la première phrase, les termes « sans avoir recours au système d'assistance sociale » sont ajoutés après ceux de « ressources stables, régulières et suffisantes, » ;
- b) À la deuxième phrase, les termes « à partir de l'entrée de l'étranger sur le territoire de l'Espace Schengen » sont insérés après les termes « de deux ans » ;

3° Le paragraphe 3 est abrogé.

### **Art. 2.**

L'article 8, paragraphe 3, de la même loi est modifié comme suit :

1° À la première phrase, les termes « et d'après les modalités à déterminer par règlement grand-ducal » sont ajoutés après celui de « immédiatement » ;

2° La deuxième phrase est supprimée.

### **Art. 3.**

L'article 12, paragraphe 2, point 1, de la même loi est modifié comme suit :

- « 1. dans le pays de provenance, il est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal ; ».

**Art. 4.**

L'article 15 de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 3 est modifié comme suit :

- a) À la première phrase, les termes « et d'après les modalités à déterminer par règlement grand-ducal » sont ajoutés après ceux de « inférieure à cinq ans » ;
- b) La deuxième phrase est supprimée.

**Art. 5.**

À l'article 40, paragraphe 2, de la même loi, sont supprimés les termes « une copie de l'autorisation de séjour ».

**Art. 6.**

À l'article 47, paragraphe 4, lettre b), de la même loi, sont supprimés les termes « à douze » et les termes « à six ».

**Art. 7.**

L'article 61 de la même loi, est modifié comme suit :

- 1° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2, les termes « , dans les deux ans qui précèdent la date de la demande, un titre de formation inscrit au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, visé à l'article 68 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, et correspondant à un niveau 5 à 8 du cadre luxembourgeois des qualifications visé à l'article 69 de la loi précitée ou qu'il suit un cycle d'études menant à l'obtention d'un diplôme d'un tel titre de formation » sont remplacés par les termes « un diplôme de l'enseignement supérieur dans les deux ans qui précèdent la date de la demande ou qu'il suit un cycle d'études menant à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur » ;
- 2° Au paragraphe 2, les termes « l'entité d'accueil fournit » sont remplacés par ceux de « le ministre peut demander à l'entité d'accueil de fournir ».

**Art. 8.**

À l'article 63, paragraphe 3, lettre a), de la même loi, les termes « d'étudiant » sont remplacés par les termes « de chercheur ».

**Art. 9.**

À l'article 69, paragraphe 3, de la même loi, le terme « trois » est remplacé par celui de « six ».

**Art. 10.**

À l'article 73, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la même loi, les termes « certifiées conformes » sont remplacés par celui de « intégrales ».

**Art. 11.**

À l'article 95, paragraphe 2, de la même loi, la deuxième phrase est modifiée comme suit :

« Il est renouvelable pendant toute la durée de la procédure judiciaire, sous réserve que les conditions fixées au paragraphe (1) restent remplies. »

**Art. 12.**

À l'article 100, paragraphe 3 de la même loi, les termes « le service de police judiciaire » sont remplacés par ceux de « des membres du cadre policier de la Police grand-ducale ».

**Art. 13.**

À l'article 111, paragraphe 2, alinéa 2, de la loi, le terme « propre » est remplacé par celui de « propres ».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile,*  
**Jean Asselborn**

Palais de Luxembourg, le 16 juin 2021.  
**Henri**

---

Doc. parl. 7682 ; sess.ord. 2020-2021.

---

